

Pendant les travaux d'élimination des armes chimiques, les crimes du régime syrien continuent

Jean-Marie Muller*

Le 21 août 2013, un massacre aux armes chimiques a lieu dans la banlieue de Damas faisant 1 400 victimes. Le 13 septembre, le secrétaire général de l'ONU, Ban ki-Moon, accuse le président syrien, Bachar al-Assad, d'avoir « commis de nombreux crimes contre l'humanité ». Le lendemain, sans transition, le même Ban ki-Moon se félicite de l'engagement pris par le gouvernement syrien de respecter la Convention internationale sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC).

Le 11 octobre, le prix Nobel de la paix est décerné à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) chargée de superviser le démantèlement de l'arsenal chimique syrien. Pareille distinction est véritablement surprenante. Car, pour le moins, cette organisation créée en 1997 et dont la mission est de vérifier la destruction de toutes les armes chimiques existantes et de travailler à l'universalité de la Convention, c'est-à-dire à convaincre les États qui ne l'ont pas encore fait de signer et ratifier la CIAC, a été incapable pendant toutes ces dernières années de faire son travail en Syrie. « Comment peut-on, écrit Daniel Ruiz dans une chronique publiée le 12 octobre dans *La République du Centre*, prétendre œuvrer à la paix quand on décerne le prix Nobel à un « machin » inappréhensible chargé de veiller à ce que la guerre sème la mort en respectant les règlements internationaux ? (...) Peut-on se contenter de louer la destruction des armes chimiques en fermant les yeux sur les tueries quotidiennes ? »

On s'en souvient, suite au massacre du 21 août, Barack Obama et François Hollande, à grand renfort de déclarations grandiloquentes, ont menacé la Syrie d'une intervention militaire afin de détruire ses armes chimiques. Finalement, le 10 septembre, le président américain approuve la proposition russe de placer l'arsenal chimique syrien sous contrôle international, éloignant ainsi la perspective de frappes contre le régime de Damas. De son côté, le président français ne pourra que se rallier également à cette proposition. Bachar al-Assad lui-même se résigne à l'accepter.

De son côté, le pape François a mobilisé les Catholiques contre toute intervention militaire étrangère en Syrie en les appelant à jeûner et à prier pour la paix le samedi 7 septembre. « À la violence, a-t-il affirmé, on ne répond pas par la violence, à la mort, on ne répond pas par le langage de la mort. » Mais comment arrêter la main des meurtriers ? Par « la réconciliation », répond François. Mais comment parvenir à la réconciliation ? Par « le dialogue » ? Jean-Louis Schlegel, sociologue des religions, fait alors remarquer dans *La Vie* du 12 septembre : « À une éventuelle table de négociations, Assad redeviendrait fréquentable, tous seraient moralement et politiquement à égalité. En ne distinguant pas entre les valeurs des systèmes en conflit, on en arrive à la conséquence inévitable : une paix à tout prix, donc à n'importe quel prix, et une paix chèrement payée, d'abord et malgré tout, sur le dos des peuples opprimés par des tyrans et leur police. » Finalement, l'évêque de Rome s'est à son tour félicité de l'initiative russe.

Le grand mufti de Syrie, Ahmad Badr El Din El Hassoun, responsable spirituel de l'islam sunnite, a écrit au pape pour lui dire qu'il voulait s'associer à sa démarche pour la paix. « Sainteté, a-t-il écrit, nous vous remercions pour cet appel d'une grande humanité, basé sur la foi, visant à nous faire jeûner et prier ensemble le Dieu Tout-Puissant afin qu'Il puisse apporter la paix sur la terre et nous protéger du mal et de l'oppression » Le 12 mars, le grand mufti qui a été nommé par le gouvernement syrien avait proclamé une fatwa appelant les musulmans à combattre aux côtés du Président Bachar al-Assad contre les rebelles. » Il avait déclaré à la télévision : « J'exhorte les fils de la Syrie à rejoindre l'armée et de combattre pour l'unité de ce grand pays. »

Dès le départ, nous savions que la proposition russe était piégée dès lors que la Russie est le partenaire historique de la Syrie et que, tout au long de la crise, Moscou ne s'est à aucun moment départi de son soutien au régime de Damas. Tout particulièrement, la Russie n'a cessé de livrer des armes à la Syrie. (Il convient de noter que ni la Russie, ni les États-Unis n'ont détruit la totalité de leur stock d'armes chimiques.)

Certes, nul se saurait regretter l'abandon d'une intervention militaire en Syrie qui n'aurait certainement pas favorisé la paix dans la région. Pour autant, l'abomination n'est pas seulement chimique. Et la désolation peut être classique. Et le paradoxe, c'est que l'élimination des armes chimiques s'est traduite sur le terrain par une victoire politique du régime criminel de Damas. Car force est de constater que cet accord unanime sur la destruction de ces armes est venu donner un semblant de légitimité au régime assadite qui a eu toute liberté pour continuer à organiser le massacre du peuple syrien. Selon l'ONU, 5 000 personnes meurent chaque mois en Syrie et l'on estime à environ 1,8 million de réfugiés dans les pays voisins.

En octobre, les Russes, les Américains et le groupe des « Amis de la Syrie » ont décidé d'organiser fin novembre à Genève une Conférence sur la paix en Syrie. Mais il était illusoire de penser qu'un accord puisse intervenir entre tous les acteurs du conflit syrien. Au demeurant, Bachar al-Assad a aussitôt fait savoir qu'il refusait toute ingérence extérieure dans les affaires de son pays. De son côté, le Conseil National Syrien (CNS), la composante la plus importante de la coalition de l'opposition, a refusé catégoriquement de venir à Genève tant qu'il n'obtiendrait pas la garantie que Bachar al-Assad quittera le pouvoir. Une exigence qui ne semble pas près d'être satisfaite, mais comment négocier avec un dictateur qui massacre son peuple ?

Le déploiement sur le terrain dès le début de la crise d'une mission internationale d'intervention civile de paix qui puisse mener des actions d'interposition et de médiation de proximité aurait certainement permis de préparer une sortie de crise. Malheureusement, la communauté internationale n'est pas préparée à mener une telle mission.

Tout bien considéré, la situation qui prévaut actuellement en Syrie apparaît plus inextricable que jamais et elle consacre un échec dramatique de l'ONU et de toute la communauté internationale.

2 novembre 2013

* www.jean-marie-muller.fr